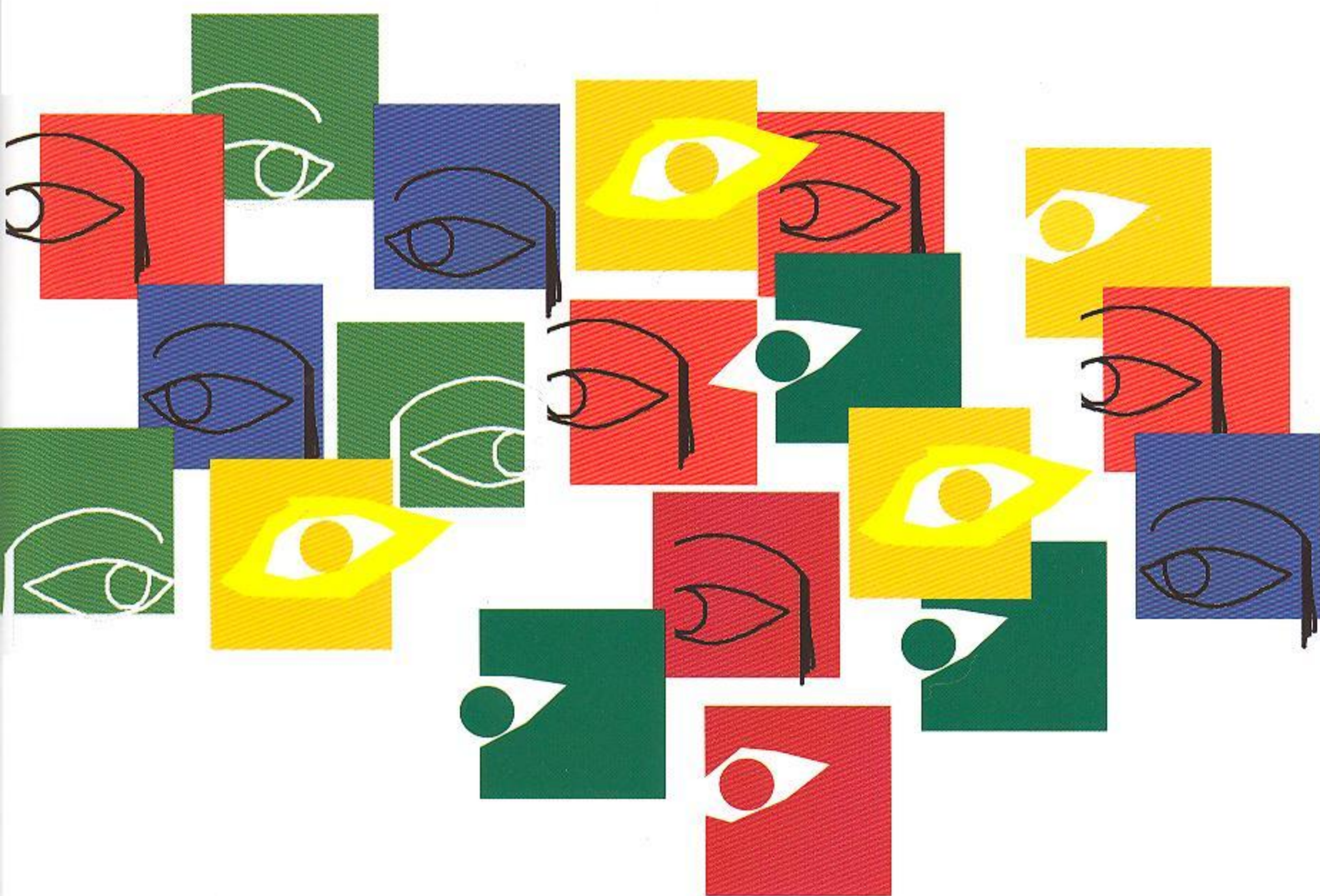


# La Déclaration universelle des droits de l'homme 1948-2008 Réalité d'un idéal commun ?

Les droits économiques, sociaux et culturels en question





# L'économie des droits de l'homme. Le réalisme d'une confiance commune

Patrice Meyer-Bisch

*Coordonnateur de l'Institut interdisciplinaire d'éthique et droits de l'homme et de la chaire UNESCO pour les droits de l'homme et la démocratie à l'université de Fribourg*

*Mission inaccomplie*, tel est le titre de l'ouvrage publié par le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe<sup>72</sup>. L'anniversaire d'une déclaration nous invite à l'analyse critique de la portée d'une promesse de paix, faite il y a soixante ans. Quelle est la réalité de la confiance commune que nous avons dans l'unité des articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et notamment de son article 28 qui reconnaît à toute personne « le droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet » ? Il s'agit d'une confiance dans l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme. Nous en sommes loin, la mission est « inaccomplie », cela signifie que nous ne sommes pas encore capables de répondre aux plus violentes détresses du monde d'aujourd'hui, notamment à la guerre et à l'extrême pauvreté. Pire, la communauté internationale continue de se payer de mots. Nous serions déjà heureux si la critique actuelle pouvait sonner le glas des illusions comme les « Objectifs du millénaire », lesquels ont, peu ou prou, réduit la complexe effectivité des droits de l'homme à des promesses d'allocations budgétaires, comme si cela avait eu, une seule fois, la possibilité de suffire. Et encore eût-il fallu que toutes ces promesses aient été tenues. Les programmes de lutte contre la pauvreté, notamment de réduction de la faim, sont confrontés à notre incapacité à contrôler les marchés financiers comme ceux de l'énergie et des matières premières, à réparer les méfaits du passé, à restaurer des économies intégrées dans leur environnement, à développer une éthique minimale dans la coopération internationale. La déformation de violations interdépendantes de droits de l'homme en besoins à satisfaire est une

<sup>72</sup> T. Hammarberg, *Les droits de l'homme en Europe : mission inaccomplie. Points de vue du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2008.



erreur politique fatale. Nous ne sommes pas sortis de l'illusion qu'il est possible de réduire des violations massives de droits de l'homme sans travailler à une démocratisation fondée sur l'indivisibilité, à l'interne et à l'international.

Un des obstacles majeurs est que nous n'avons pas encore su déployer les interactions entre les libertés économiques qui constituent l'économie libérale et les libertés civiles qui font la démocratie. Une analyse économique des droits de l'homme est indispensable pour comprendre leur capacité normative dans l'activité économique, pour construire une « bonne économie », celle qui se fonde sur le respect et la valorisation de ses premières ressources, les ressources humaines. Le sujet des droits humains ne revendique pas que le respect de lui-même pour lui-même, il demande la reconnaissance du droit d'entrer dignement dans une relation d'échange. Il entend que sa capacité d'être utile, c'est-à-dire de donner, soit reconnue. Contrairement aux opinions reçues, l'analyse économique des droits de l'homme met en valeur cette dimension de la dignité humaine : la capacité de donner<sup>73</sup>.

## Deux insuffisances dans l'approche économique des droits de l'homme

Ce retard inacceptable dans la réalisation de notre idéal commun, souvent imputée au « manque de volonté politique » compris notamment comme « manque de volonté d'accorder les budgets conséquents » révèle au moins deux insuffisances dans notre approche des droits de l'homme sous l'angle économique. L'analyse économique, à la fois indispensable et complémentaire aux analyses politiques et juridiques, ne se borne pas à assurer les moyens : c'est une lecture de la complexité des interactions et des obligations étatiques. Deux insuffisances liées entre elles sont essentielles : une réduction de la logique économique et une quasi-absence d'interprétation des droits spécifiquement économiques, à l'intérieur du système des droits de l'homme.

### La logique économique

Les milieux juridiques, administratifs et politiques en charge des droits de l'homme ont le plus souvent réduit la logique économique à une allocation budgétaire. Le « réalisme économique » justifie alors une limitation des obligations « dans les limites des

---

73 Cette courte introduction à une économie des droits de l'homme s'inscrit dans la ligne des travaux antérieurs de notre Institut, voir notamment : M. Borghi et P. Meyer-Bisch (éds.), *La corruption, l'envers des droits de l'homme*, Fribourg, éditions Universitaires (interdisciplinaire) (réédition 1998), 1995; des mêmes et dans la même collection, *Éthique économique et droits de l'homme*, « I. La responsabilité commune » et « II. Charte des responsabilités communes dans l'activité économique », Société civile et indivisibilité des droits de l'homme, Fribourg, 2000; P. Meyer-Bisch, J.-J. Friboulet et E. Davoine (éds.), *L'effectivité des normes sociales internationales dans l'activité économique*, Zurich, Schulthess, 2008.



ressources disponibles », c'est une contrainte liée à la gestion de la rareté. Cependant, une véritable prise en compte de la réalité économique conduit à une position contraire : les ressources sont certes limitées, mais l'économie consiste à les valoriser, à développer une dynamique d'investissement et de création de richesse. La dynamique économique repose sur la notion de valorisation. Souvent les ressources ne manquent pas, mais elles sont mal connectées ; et bien des programmes, du fait de leurs cloisonnements et de leur inadaptation à la complexité des situations, produisent un gaspillage considérable. L'économie consiste à identifier les ressources et leurs connexions potentielles, puis à réaliser ces connexions pour produire de la richesse. La valorisation est ainsi définie comme une factorisation de plusieurs valeurs. Une valeur étant définie ici comme une « ressource estimée », qu'il s'agisse en premier d'une ressource humaine (la productivité et la créativité d'une personne), d'une ressource matérielle, naturelle, organisationnelle ou monétaire. Ce ne sont pas des valeurs qui s'ajoutent, mais qui se multiplient, ou se factorisent mutuellement. Le « fluidifiant monétaire » permet ou favorise la connexion entre les valeurs, au principe de la création de richesse. Il en va de même entre les valeurs éthiques. Cela n'est pas étonnant si on considère que les ressources économiques, en premier naturellement les ressources humaines, sont aussi des valeurs éthiques.

L'approche essentiellement allocataire méconnaît aussi que la dynamique économique s'appuie sur un équilibre entre coûts et bénéfices, entre investissements et retours sur investissement, autrement dit qu'il s'agit d'évaluer le coût de la protection des droits de l'homme en parallèle avec celui de leurs violations : exploitation des enfants, non-respect de la santé alimentaire des consommateurs, non-respect de l'accès aux médicaments, violation des libertés syndicales, non-respect du droit à la formation permanente, etc. Le coût de tous ces gaspillages de ressources est énorme et paralysant. La construction et la gestion d'une école coûtent très peu au regard de ce qu'elle rapporte aux personnes et à la société dans laquelle elle est insérée. Cela signifie que l'analphabétisme, comme les autres violations, est un blocage pour le développement d'une personne autant que pour celui de la société dans laquelle elle vit. Le manque d'écoles et de centres d'alphabétisation est cause de pauvreté avant d'en être conséquence.

Bien entendu, ce calcul implique une solidarité entre différents acteurs, nationaux et parfois internationaux, et c'est là que le bât blesse. Le calcul économique élémentaire concerne une relation d'échange relativement simple entre deux ou trois acteurs. L'économie réelle est hypercomplexe, et l'équilibre économique recherché fait intervenir un grand nombre d'acteurs avec des temporalités et des territoires variables. Par conséquent, le problème est que ce n'est pas forcément l'investisseur qui récolte les fruits de son investissement. Un système judiciaire dont la légitimité et l'efficacité sont reconnues par la société, a certes un coût important (le droit à un procès équitable est sans doute le plus coûteux parmi les droits de l'homme), mais sa contribution à la sécurité des personnes, des biens, et notamment des contrats est une condition indispensable de tout développement. Il est juste et nécessaire de faire une analyse coût/bénéfice pour chaque acteur, qu'il soit public (l'État et ses institutions), privé



(entreprise) ou civil (le tiers secteur sans but lucratif devant aussi gérer son budget et générer des ressources) qui est obligé de mesurer ses investissements pour assurer sa survie et son propre développement. Mais cette analyse doit être insérée dans le cycle de l'activité considérée et partagée entre les différentes parties prenantes. On ne calcule pas la performance d'un hôpital sans tenir compte de ses impacts sur les médecins et infirmiers privés, sur le circuit du médicament, sur les assureurs de la santé. Si, au contraire, la rentabilité d'un acteur (par exemple une banque ou une entreprise) se fait au détriment de celle de toute une branche, le développement du prédateur pèse lourdement sur l'équilibre économique de l'ensemble, notamment sur son potentiel de diversité. La recherche des « coûts cachés » est alors un impératif aussi bien éthique qu'économique. La logique des droits de l'homme ne nous situe pas dans une sphère humaniste en concurrence avec la logique économique, mais dans la perspective d'une valorisation durable des ressources, accordant une grande place au bien commun, à condition de restaurer ensemble une « bonne économie », celle qui est fondée sur la réciprocité : de même que l'ordre démocratique exprime la « volonté générale » organisée grâce à la réciprocité de la parole (garantie par les libertés civiles et culturelles), l'ordre économique exprime la « réciprocité générale » fondée sur la réciprocité du don de ses services à autrui<sup>74</sup>. La vision n'est ni plus ni moins idéaliste que celle de la démocratie. Encore faut-il que le mouvement des droits de l'homme investisse le champ de l'économie et se laisse investir par sa logique.

## L'absence d'interprétation des droits économiques

La seconde raison est liée. Le peu de culture économique et de conscience des ouvertures interdisciplinaires en économie politique des milieux habituellement en charge des droits de l'homme, y compris au sein des ONG, est probablement une des raisons qui expliquent que ces milieux n'ont pas accordé l'attention nécessaire à l'analyse des droits économiques et aux dimensions économiques de tous les droits de l'homme. Le droit au travail est ainsi réduit, et en bonne partie dénaturé, dans l'ensemble des autres droits dits « sociaux », un groupe qui serait caractérisé par les revendications de prestations positives de la part de l'État. La complexité d'une liberté économique aussi complexe que les libertés civiles est ainsi réduite à la non-discrimination, au droit au chômage, aux libertés syndicales (qui ne sont rien d'autres que les libertés d'association dans le contexte spécifique de l'emploi salarié) et au droit du travail. Cette insuffisance d'analyse a créé un « écran de vacuité », à la fois épais et invisible entre les deux groupes de droits, caché par la rhétorique d'une indivisibilité

74 C'est la définition qu'en donnait S.-C. Kolm en 1984 dans *La bonne économie*, Paris, PUF, 1984. Il ne s'agit pas de définir une « autre » économie qui serait idéale, mais de dégager les principes de confiance qui sont au cœur de l'économie réelle et qui, lorsqu'ils sont méprisés par le développement de la cupidité sans limites, montrent l'état d'une économie insensée et non durable. L'enjeu est à présent, ce que ne faisait pas S.-C. Kolm, de démontrer comment chaque droit de l'homme est un principe économique de confiance.



qui n'est pas prise au sérieux. Cet écran s'entrouvre peu à peu, mais les acteurs ne mesurent pas assez l'importance de ce vide doctrinal, ni le courage intellectuel, institutionnel et politique que l'indivisibilité et l'interdépendance exigent : il s'agit, ni plus ni moins, de regarder l'homme pauvre, en situation et en face.

Au cloisonnement des disciplines<sup>75</sup> correspond celui des institutions, ainsi que le simplisme des distinctions entre acteurs privés et publics, étatiques et non-étatiques : la distinction est certes juridiquement importante, mais elle risque de gommer d'autres distinctions, elle donne libre cours à la fiction d'un État abstrait (alors que c'est un ensemble complexe d'acteurs publics aux différentes échelles) face à la diversité des acteurs privés et civils. Pire encore, l'amalgame est fait entre État et politique d'un côté, entreprise et économie de l'autre, comme si les acteurs économiques étaient hors de la société politique et de la responsabilité des citoyens, comme si les acteurs publics n'avaient pas de fonction économique. Toute culture démocratique doit lutter sans cesse contre le retour permanent de ces cloisonnements qui sont à l'origine des irresponsabilités. Ma thèse est que l'interprétation économique du tissu social ne se fait pas au détriment du politique, mais révèle au contraire la complexité des interrelations, de la factorisation des ressources et aussi de leurs gaspillages, et par conséquent de l'interaction entre les obligations. L'analyse juridique est une lecture normative du lien politique, elle demande à être complétée par les autres lectures qui font les sciences du politique. L'économie politique est la discipline des interactions et des interrelations. Il ne peut y avoir de pleine réalisation des droits de l'homme sans une « bonne économie du droit », dans tous les sens que peut revêtir cette expression. Sans cette cohérence normative, les libertés ne sont que celles de ceux qui en ont provisoirement les moyens. Je me contenterai ici d'analyser succinctement la dimension économique de l'ensemble des droits de l'homme, avant de présenter quelques questions sur la nature de droits spécifiquement économiques.

## La dimension économique de tous les droits de l'homme

La valeur économique des droits et libertés est très justement introduite par l'auteur de *Development as Freedom* après sa célèbre définition du développement comme « processus d'expansion des libertés réelles »<sup>76</sup> : « La question est souvent posée de

75 Outre les analyses sur la responsabilité sociale des entreprises (RS) qui commencent à se fonder sur les droits de l'homme, quelques économistes s'aventurent sur ce terrain, notamment : D. Kolacinski, *Analyse économique des droits de l'homme*, Presses universitaires de Rennes, 2003. Du côté des droits de l'homme, les auteurs qui se risquent à une analyse liée aux questions économiques ne sont pas plus nombreux. Le contexte approché est celui de la mondialisation ; voir notamment M. Delmas-Marty, *Trois défis pour un droit mondial*, Paris, Le Seuil 1998 ; S. Leader, « Deux façons de relier l'activité économique aux droits de l'homme », in « La moralisation du capitalisme », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 185, 2005, UNESCO, pp. 585-595.

76 J'ai développé cet argument dans : *La cohérence des normes, condition de l'interaction des acteurs économiques*, in *L'effectivité des normes sociales internationales dans l'activité économique*, cité à la note 73.



savoir si la libre participation politique ou le droit à l'opposition sont, ou non, des "conducteurs" – au sens que revêt ce terme en électricité – du développement»<sup>77</sup>. Ce point est capital. J'ajoute au terme de «conducteur» celui de «connecteur». D'un côté les droits humains permettent de conduire, car, non seulement ils relient mais aussi ils orientent; de l'autre, en tant que libertés, ils permettent de connecter et de déconnecter de multiples façons (liberté d'adhérer ou de ne pas adhérer à un syndicat, à une communauté religieuse, par exemple). Les droits et libertés sont des connecteurs et conducteurs de ressources car ils permettent de relier les ressources individuelles et collectives librement appropriées. Plus précisément, ils garantissent que les personnes sont dotées des capacités institutionnelles nécessaires au libre développement de leurs capacités propres. C'est pour cette raison que les libertés et les droits sont à la fois des fins en eux-mêmes (des dimensions de la dignité) et des moyens : chaque libération personnelle est développement de capacités et donc libération de ressources aptes à se connecter à d'autres ressources et à en conduire d'autres, libération de valeurs aptes à générer de la valorisation. La stupide division entre les sphères éthique et économique empêche de percevoir la profonde et féconde connectivité, la valeur de conducteur économique, des droits fondamentaux avec leurs dimensions de libertés et de responsabilités.

Amartya Sen reprend partiellement l'héritage aristotélicien, celui de la capacité qui exprime l'inséparabilité entre état et action; il y ajoute la multidimensionnalité dans les *capabilities*, que les traducteurs transcrivent par «capacités». «Étroitement liée à la notion de fonctionnement, il y a l'idée de capacité de fonctionner. Elle représente les diverses combinaisons de fonctionnements (états et actions) que la personne peut accomplir. La capacité est par conséquent, un ensemble de vecteurs de fonctionnement, qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie»<sup>78</sup>. Cette notion recouvre en outre la connectivité entre les capacités internes à l'individu (son capital personnel) et ses capacités externes ou habilitation sociale (qui signifie plus ou moins son capital social). Ces deux faces, personnelle et sociale (non individuelle et collective, car il s'agit toujours du sujet personnel), constituent le renforcement des capacités de la personne, l'*empowerment* que je traduis par «capacitation». Une liberté ne peut être effective que si elle est «capacitée», reconnue avec, et dotée, des capacités correspondantes. Il s'agit d'une analyse concrète de l'interdépendance entre les libertés, sans laquelle aucun droit de l'homme, ou liberté fondamentale, ne peut être effectif.

77 A. Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 57. (*Development as Freedom*, 1999). Voir aussi du même prix Nobel d'économie *Éthique et économie. Et autres essais*, Paris, PUF, 1993, (*On Ethics and Economics*, Oxford, 1991); *L'économie est une science morale*, Paris, La découverte, 1999.

78 A. Sen, *Repenser l'inégalité*, Paris, Le Seuil, 2000, pp. 65-67, (*Inequality Reexamined*, 1992, Oxford University Press).



# Les droits spécifiquement économiques

La pertinence de cette dimension économique reste à démontrer et à analyser pour chaque droit de l'homme. Pour ce faire, il est essentiel d'interroger la catégorisation de « droits économiques ». Est-il réaliste de parler de droits économiques ? Si on considère que la Déclaration universelle des droits de l'homme et les différents instruments du *corpus* juridique des droits de l'homme ne sont pas que des listes de droits, il est pertinent de s'interroger sur le bien-fondé de leurs qualificatifs, non pour renforcer les catégories, mais au contraire pour interpréter l'indivisibilité et l'interdépendance, en valorisant la spécificité de chaque droit ou groupe de droits. J'ai largement plaidé ailleurs sur la spécificité des droits culturels, éclairant du même coup la dimension culturelle des autres droits de l'homme, il s'agit ici brièvement d'interroger le couple obscur « social et économique ». Aucune doctrine admise ne permet actuellement de distinguer entre des droits économiques et des droits sociaux. Un problème vient du fait que le « social » a été largement considéré sous l'angle de la protection sous forme de prestations positives de l'État, ce qui dénature le sujet de droit et le réduit à n'être que bénéficiaire. De façon générale, les droits économiques et sociaux ne conditionnent pas seulement l'effectivité des autres droits humains en ce qu'ils impliquent la garantie de ressources nécessaires selon l'opinion courante, comme si ces ressources étaient extérieures aux hommes. Ils signifient que les sujets de droit eux-mêmes sont à considérer et à respecter comme les ressources humaines fondamentales, qui prient sur toutes les autres : les sujets sont ressources et auteurs de l'estimation des autres ressources. Cela signifie que la richesse n'est pas neutre, ne se réduit pas à une quantité de biens, elle est un choix. La considération du sujet en tant que créateur de richesses se fait dans tous les cas par des relations d'échange. À présent que le clivage entre obligations positives et négatives disparaît au profit d'une obligation continue en trois temps (respecter, protéger, réaliser), et que cette obligation apparaît comme transversale à tous les droits de l'homme, il n'y a plus de cloison étanche entre les domaines, ni entre les acteurs. Aussi est-il pertinent de s'interroger sur une distinction entre le social et l'économique. On peut estimer sans trop s'avancer que la relation sociale d'échange a pour but la création/transformation/destruction de liens qui font et défont la texture sociale, alors que la relation économique d'échange ajoute une création/transformation/consommation/destruction de biens et de services, qui rétroagit sur la texture sociale, culturelle, civile et politique. Les interactions sociales, en effet, ne se font pas entre des personnes nues, elles impliquent la communication de savoir (culturel) de biens et de services (économique) et de positions sociales (social). Cette approche des libertés économiques peut être testée sur deux droits dont la nature économique semble patente : le droit au travail, et d'une façon moins nette, le droit à la propriété.



## Le droit au travail

Du point de vue économique, ce droit peut être défini comme le droit d'accès à un marché du travail équilibré et aux conditions de travail dans la dignité. Il s'agit en réalité d'une « corbeille de droits » et de libertés, que l'on peut sommairement décliner :

- libre choix du travail, y compris liberté d'entreprendre et protection contre le chômage;
- droit à une rétribution équitable qui valorise le travail pour le sujet, pour ses proches, pour la communauté de collaborateurs (l'acteur économique) et pour la société;
- droit à la formation de base et à une formation permanente (droit culturel);
- droit aux informations adéquates sur les évolutions du marché du travail, ainsi que sur les processus auxquels il contribue (droit culturel, connaissance de la culture du travail);
- droits du travail : les libertés syndicales (droits civils) et le repos (limitations du temps de travail, ou droit à une durée de travail adéquate, ce qui inclut les congés familiaux et une flexibilité raisonnable)<sup>79</sup>.

Ce droit est exemplaire de la logique économique. À l'évidence, ce n'est pas un droit-créance sur l'État (le droit à une place de travail), mais sur un capital social dont nombre d'acteurs sont responsables, à commencer par les personnes concernées. Il s'agit d'un ensemble de droits de participation à un marché du travail juste et équilibré, c'est-à-dire inséré dans un espace démocratique. Il est nécessaire de déployer ce « panier de droits » en des droits distincts, et d'explicitier ainsi les interdépendances entre les libertés civiles et économiques. La première, la plus classique, est qu'un échange n'est libre que dans la mesure où les échangistes peuvent disposer de l'information dont ils ont besoin : le droit à l'information est condition de la réalisation de toutes les libertés économiques, et son effectivité est la première condition de la légitimité démocratique des marchés.

## Le droit à la propriété

Le droit de propriété que toute personne exerce « aussi bien seule qu'en collectivité » a une valeur générale de garantie des libertés pour tous les droits de l'homme, car il peut être défini comme le droit de jouir en propre des biens nécessaires à l'exercice de ses libertés et obligations<sup>80</sup>. Il est plus transversal, semble-t-il, que le droit au travail et est, en ce sens, comparable au droit à l'information, également condition de l'usage de toutes les libertés. Du point de vue économique, il se réalise en tant que

79 La Déclaration universelle des droits de l'homme, article 24 en fait un article à part, car le repos n'est pas une parenthèse dans le travail. L'inverse a en effet plus de sens : le travail est un moyen pour participer aux valeurs de l'existence, notamment par les loisirs, c'est un ensemble de conditions qui devrait permettre à chacun d'être créateur à sa façon. Le but est la fête ou jouissance partagée des valeurs, le travail est le moyen de création de valeurs. Mais un travail digne implique une dimension de création, et donc d'épanouissement, et est en ce sens déjà fin en soi.

80 La Déclaration universelle des droits de l'homme, article 27 le place juste avant l'article consacré à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Nous sommes en effet dans la définition du « propre » à chacun, et pas seulement dans la possession d'un bien matériel. Il reste que sans un propre suffisant, la personne ne peut jouir d'aucune liberté.



liberté d'accès aux marchés des biens ou aux autres modes de transmission (successions) ou d'allocation des biens. Il établit le lien entre les capacités d'une personne et le capital qui lui est nécessaire pour exercer ses libertés ; nous pouvons déployer cette « corbeille de droits » : libertés d'acheter, d'utiliser (jouir et faire fructifier) et de vendre (*fructus, usus, abusus*), y compris le droit à un crédit adéquat. En outre, l'objet du droit se décline selon au moins trois natures différentes : propriété des biens de consommation, des biens de production, et propriété sur les patrimoines communs, naturels et culturels. Le droit à la propriété est à la fois condition du travail (possession du capital, propriété des biens de production), et fruit du travail, (salaire, propriété des biens de consommation). Ce droit est central pour les droits économiques (il permet l'existence même et la vitalité des marchés par la multiplication de leurs acteurs), et charnière avec les autres droits de l'homme. Considéré en tant que droit de l'homme, c'est-à-dire comme un droit de tous, le droit à la propriété assure à chacun la base nécessaire à l'exercice des libertés, et il garantit pour la société la diversité des acteurs économiques, condition indispensable de toute bonne économie. La diversité économique est aussi essentielle à la réalisation des droits économiques que la diversité culturelle l'est pour les droits culturels. À ceux qui trouveront que cette position est trop libérale, je répondrai qu'il est difficile d'être pour les droits sans être pour les libertés. La raison en est qu'il serait illogique de ne pas travailler sur l'interdépendance entre les libertés civiles, culturelles et économiques. Les régimes autoritaires restreignent l'usage des libertés, la légitimité et la sécurité démocratiques sont fondées sur le principe que l'ordre de droit provient de l'interdépendance de toutes les libertés pour tous.

## L'interdépendance des libertés

Les libertés sont-elles restreintes par des normes qui leur seraient extérieures, ou au contraire sont-elles elles-mêmes le contenu des normes fondamentales dont la compréhension des interactions est à développer ? Le libéralisme dégradé considère les normes comme des limitations aux libertés alors que le libéralisme des Lumières, celui de la modernité, le libéralisme démocratique qu'il convient toujours de développer, se fonde sur la conviction que les libertés ont une « nature » complexe, une nature rationnelle à respecter sous peine d'incohérence, de gaspillage et d'injustice. Les libertés supposent le respect des droits correspondants et la définition des obligations proportionnelles aux responsabilités. Un droit de l'homme n'est pas une norme qui limite les libertés économiques, c'est au contraire un interdit des approches réductrices, une obligation de complexité. Chaque liberté, étant fondée en raison, est un risque que la raison fait courir aux institutions qui se présentent comme des garanties d'un ordre supérieur. *À la cohérence imposée par une hégémonie et ses standards, ne peut s'opposer que celle des libertés : chaque liberté appelle la cohérence des autres dans un système non immédiatement harmonieux, mais constitué d'oppositions et de tensions à résoudre par la parole. C'est grâce à cette diversité qu'elles peuvent mutuellement*



se contrôler, se corriger et se développer. Le but n'est donc pas de réduire le marché par l'éthique et le droit en le bornant de l'extérieur, mais au contraire de l'étendre à tous, en particulier aux plus démunis, grâce à la dynamique de la charpente des lois démocratiques qui garantissent la fécondité et la dignité des échanges.

Si chaque droit de l'homme est un « conducteur de capacités », dans la mesure où il garantit une connexion entre les ressources, alors il est possible de créer des « systèmes complexes d'indicateurs ». L'objet de chaque droit personnel étant, en fin de compte, la participation libre et digne à une relation sociale complexe (l'éducation, l'alimentation, l'habitation, l'information, le procès, l'association...) au cours de laquelle les sujets de droits se connectent à d'autres ressources, les indicateurs de l'effectivité d'un droit doivent rendre compte de la complexité, c'est-à-dire de l'interdépendance entre les droits. Celle-ci implique aussi l'identification et la reconnaissance de la multiplicité des acteurs<sup>81</sup>. Une bonne économie des droits de l'homme implique une capacité d'évaluation pour mesurer et adapter les investissements vers le maximum de résultats en termes de protection de la dignité des personnes. Non seulement la logique humaniste ne devrait pas s'opposer à une bonne logique économique, mais elle l'exige. Si je définis comme « bonne économie » celle qui permet le développement des capacités, selon Amartya Sen, ou comme le développement de la réciprocité, sans laquelle les personnes ne peuvent apprendre la valeur du don et du service, alors l'économie politique, plus exactement l'économie de la démocratie est requise pour assurer une lisibilité et permettre la réalisation de l'interdépendance entre les libertés, des droits qui les fondent et des responsabilités qu'elles permettent (libèrent).

---

81 IIEDH/APENF, 2005, J.-J. Friboulet, A. Niameogo, V. Liechti, C. Dalbera, P. Meyer-Bisch (sous la direction de) *La mesure du droit à l'éducation. Tableau de bord de l'éducation pour tous au Burkina Faso*, Paris, Karthala. Édition anglaise, *Measuring the Right to Education*, Zurich, Genève, Schulthess/Paris, Hambourg, UNESCO, 2006.